

Canadian NATO  
Parliamentary Association



Association parlementaire  
canadienne de l'OTAN

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne  
concernant sa participation au Troisième séminaire sur le  
concept stratégique : Les partenariats de l'OTAN et leur  
évolution**

**Association parlementaire canadienne de l'OTAN  
(AP OTAN)**

**Oslo, Norvège  
Le 14 janvier 2010**

# Rapport

Le troisième séminaire sur le concept stratégique, intitulé « Les partenariats de l'OTAN et leur évolution », a eu lieu le 14 janvier 2010 à Oslo. L'événement a réuni des membres du groupe d'experts sur le nouveau concept stratégique de l'OTAN, des représentants gouvernementaux et militaires, des représentants d'organismes internationaux et d'ONG, des experts indépendants et des journalistes. Y étaient aussi bien représentés les pays partenaires de l'OTAN et d'autres forums de coopération. Le Sénateur Pierre Claude Nolin a été le représentant du Canada.

## **PARTENARIATS**

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- L'OTAN compte plus de partenaires que de membres. La plupart des participants ont convenu de la nécessité de réévaluer la structure et les buts du système actuel de partenariats. Les intervenants des pays partenaires ont fait remarquer que le système ne répond pas adéquatement à leurs besoins et qu'il y a un fossé important entre leurs attentes et la réalité. Il faudrait que l'OTAN et les gouvernements partenaires trouvent un juste équilibre entre les attentes démesurées et les réalisations trop modestes. Les partenariats doivent être mutuellement avantageux. L'OTAN doit être attrayante pour les partenaires.
- Le système actuel trouve son origine dans les réalités stratégiques des années 1990, alors que les partenariats provenaient principalement des demandes des partenaires d'Europe centrale et de l'Est; ceux-ci voulaient se rapprocher de l'OTAN et leurs demandes s'inscrivaient dans les préparatifs en vue de leur adhésion. Il s'agit maintenant de voir comment rendre le système attrayant à une plus grande diversité de pays qui ne cherchent pas particulièrement à se rapprocher de l'Alliance, mais où il existe des occasions de dialogue et de coopération mutuellement bénéfiques en matière de sécurité.
- Plusieurs intervenants ont fait observer que les valeurs fondamentales et l'engagement des partenaires à l'égard d'une coopération efficace correspondent à des degrés variables avec celles de l'Alliance. Il y a un groupe de pays qui embrassent les valeurs fondamentales de l'OTAN, qui ont des problèmes de sécurité communs et qui sont profondément déterminés à resserrer les liens avec l'Alliance. Un autre groupe de « partenaires clés » ne partagent pas les valeurs fondamentales de l'OTAN et ne cherchent pas à soutenir un engagement plus étroit avec l'OTAN, mais trouvent l'entité utile pour coopérer dans certains domaines. Les alliés devraient-ils accepter cette situation ou établir une différence pour ce qui est de la portée des partenariats en fonction de l'engagement à l'égard des valeurs communes et du niveau de cet engagement? Un intervenant a avancé que le respect du principe de l'auto-différenciation constitue le meilleur moyen de s'assurer que les partenariats ne s'attendent pas à trop ni n'exigent trop peu.

## BUT

- La vision et le but des partenaires actuels ne sont pas clairs. Nombre de partenaires ont le sentiment que l'OTAN sollicite activement leurs contributions aux opérations en cours, mais ils ne voient pas une direction stratégique claire dans leurs relations.
- L'architecture de partenariat devrait-elle être établie selon une coopération opérationnelle ou une fonction plus vaste? Un intervenant a demandé quels partenariats sont engagés pour ou contre le contexte de sécurité mondiale en évolution? Il a affirmé que les buts du partenariat ont quelque peu évolué par défaut pour traiter des défis urgents de sécurité, allant de l'instabilité dans les Balkans au cours des années 1990 au terrorisme transnational depuis 2001, en passant par les ruptures de la stabilité mondiale et commerciale observées plus récemment. Quelques partenaires et membres de l'OTAN ont des préoccupations plus traditionnelles et ne sont pas pleinement engagés dans ce programme mondial. Certains partenaires participant aux efforts en Afghanistan le font en grande partie parce qu'ils veulent attirer l'attention et obtenir le soutien des États-Unis. Y a-t-il lieu de replacer les opérations en cours et d'autres formes de coopération dans un contexte plus stratégique et plus mondial?
- Plusieurs participants ont soutenu que la structure des partenariats est largement attribuable à la coopération opérationnelle, mais qu'elle pourrait servir à atteindre des objectifs plus vastes, tels que la stabilité et la compréhension régionales.
- En général, les intervenants étaient d'accord pour dire que la flexibilité devrait demeurer une caractéristique importante des partenariats : aucune solution ne peut être universelle. Plusieurs d'entre eux ont bien accueilli les approches spécialisées fonctionnelles et régionales, par exemple dans la mer Noire et la mer Caspienne, mais se sont opposés aux répartitions régionales des tâches qui leur feraient assumer ou limiteraient les responsabilités régionales. L'OTAN et ses partenaires pourraient augmenter la coopération avec les structures régionales existantes et divers pays, en particulier avec ceux qui ne sont pas membres d'organismes de sécurité. Selon certains autres, l'OTAN devrait éviter d'apposer des étiquettes régionales qui créeraient des « arrière-cours », où certains organismes voudront jouer un rôle de leadership. Il est important de conserver les liens Est-Ouest et d'éviter ainsi de régionaliser à l'excès.
- Ressources : Les notes du *Partenariat pour la paix – Document cadre* font remarquer que les partenaires devraient financer leur participation à des activités et des exercices de partenariat. Un intervenant a fait observer que les ressources limitées disponibles pour les activités de partenariat ont mené à l'engagement inégal de certains pays. Il a proposé de solliciter un financement commun et des contributions volontaires. Les alliés et les partenaires pourraient créer des fonds fiduciaires pour des domaines de coopération de même que pour certains pays ayant besoin d'aide.
- Consultations sur des enjeux de sécurité : Plusieurs intervenants ont demandé de rendre le dialogue au sein de l'EAPC plus centralisé et plus axé sur les préoccupations stratégiques communes aux membres et aux partenaires de

l'OTAN. Au paragraphe 8 du *Partenariat pour la paix – Document cadre*, l'OTAN s'engage à consulter tout participant actif dans le Partenariat pour la paix dans le cas où celui-ci perçoit une menace directe à son intégrité territoriale, à son indépendance politique ou à sa sécurité. Un intervenant a mentionné que la guerre entre la Russie et la Géorgie a montré que de telles consultations étaient insuffisantes. Cet intervenant a plaidé pour la mise au point d'un nouveau système de garanties pour certains partenaires vulnérables, différent de celui de l'Article 5 et plus robuste que les consultations. Cependant, certains ont avancé que de telles étapes pourraient diluer la valeur de l'Article 5.

## **DIALOGUE MÉDITERRANÉEN (DM) ET INITIATIVE DE COOPÉRATION D'ISTANBUL (ICI)**

- Dimension régionale : Les intervenants ont signalé que l'OTAN a adapté des approches individuelles aux pays de la région (voie Nord-Sud), mais n'a pas élaboré une dimension sous-régionale qui aiderait le développement d'une architecture de sécurité commune. Cela est important, car nombre d'enjeux de sécurité sont transversaux. L'auto-différentiation extrême n'est pas utile, car elle amène un élément de concurrence et de rivalité entre les pays. Un intervenant a fait remarquer que les observateurs dans la région posent les questions suivantes : L'OTAN cherche-t-elle à assurer ses intérêts en matière de sécurité dans la région, de sécurité à l'échelle régionale ou de sécurité de divers régimes? Un autre participant a fait une proposition selon laquelle le Groupe consultatif sur la politique atlantique devrait explorer des moyens de rassurer la région au sujet des intentions de l'OTAN et améliorer les attitudes envers l'alliance au moyen d'initiatives diplomatiques publiques conjointes. La coopération avec l'OTAN n'a aucune incidence sur les conflits locaux (p. ex. le Maroc et l'Algérie sont davantage engagés dans la coopération en matière de sécurité à titre individuel avec l'OTAN qu'entre eux-mêmes, bien que cela s'applique aussi aux relations avec l'UE). Un intervenant a invité l'OTAN à établir des relations avec le Conseil de coopération du Golfe pour soutenir la coopération en matière de sécurité visée par les États concernés et tenter d'amener les pays méditerranéens à collaborer davantage entre eux-mêmes. Pour ce qui est des liens entre le DM et l'ICI, il existe des points communs entre les deux, mais dans l'ensemble, l'OTAN devrait conserver des approches différentes.
- Relations entre le DM et l'ICI : Il existe une croyance répandue selon laquelle le DM constitue un partenariat de seconde classe, la région n'ayant aucune « Russie » sur laquelle attirer une attention sérieuse de l'OTAN. Cette dernière perd son rôle de stabilisateur lorsqu'elle traverse la mer Méditerranée. Il existe un risque de militariser la réponse aux défis sociaux comme la migration ou de traiter seulement les conséquences, par opposition aux causes profondes. Un intervenant a avancé que l'ICI devrait être plus inclusive et étendue à l'Iraq et au Yémen à un moment donné dans l'avenir, vu leur importance concernant la sécurité régionale. Cependant, on a également fait observer que l'Arabie Saoudite et l'Oman ont une certaine réserve à l'égard de l'ICI.

- Domaines de collaboration potentielle : Il faut mettre davantage l'accent sur les approches multilatérales – l'objectif du DM devrait consister à stabiliser la région. L'OTAN devrait envisager d'élaborer un document sur le but stratégique du DM, car il manque un acte fondateur ou un document cadre comme celui du Partenariat pour la paix; ce document devrait comprendre des activités transsectorielles. La discussion sur la dénucléarisation, la contre-prolifération, y compris la prolifération balistique suscite l'intérêt (on pourrait notamment se pencher sur l'impact dans la région de l'examen des défenses antimissiles balistiques des E.-U.). Un intervenant a mentionné que l'OTAN devrait éviter la réforme du secteur de la sécurité, car c'est un dossier très sensible et la participation de l'OTAN effraierait des représentants gouvernementaux : dans la région, la sécurité nationale, la sécurité du régime et même la sécurité de la famille au pouvoir sont inextricablement liées. Un intervenant a soutenu que les petits États du Golfe entretiennent une importante coopération en matière de sécurité bilatérale avec plusieurs gouvernements alliés et que l'engagement de l'OTAN pourrait être mieux coordonné avec ces efforts afin d'assurer une répartition efficace des tâches et de clarifier la valeur ajoutée apportée par l'OTAN.
- Israël : Un intervenant a fait remarquer qu'Israël a bien accueilli l'engagement et la coopération de l'OTAN au Moyen-Orient pour ce qui est des défis de sécurité mondiale. Israël adapte sa philosophie en matière de sécurité en fonction de son autonomie quant à l'adoption des principes de coopération en matière de sécurité. Actuellement, Israël veut approfondir ses relations bilatérales avec l'OTAN sans tout à fait en devenir membre, en s'engageant dans un éventail de programmes du Partenariat pour la paix. Cela pourrait créer des tensions avec d'autres partenaires du DM. Il devrait être possible de créer une entité de coopération englobante, ce qui continuerait de permettre à différents pays de suivre leur propre voie. Dans l'ensemble, l'OTAN est de plus en plus pertinente pour Israël. Néanmoins, il faudrait en faire plus concernant certains aspects découlant des nouvelles menaces dans la région – l'Iran, le partage de renseignements, la coopération, les exercices et la planification anti-terroristes. En ce qui a trait au processus de paix au Moyen-Orient, le partenariat d'Israël avec l'OTAN ne devrait pas être considéré comme un moyen d'éviter le processus, mais de renforcer ce dernier, car il donne à Israël un sentiment de sécurité. L'OTAN devrait en fait considérer une position qui précède le processus de paix. Un intervenant a avancé que même l'adhésion à l'OTAN n'est pas à écarter après la conclusion d'un accord de paix au Moyen-Orient. L'OTAN pourrait également jouer un rôle de garant de l'accord de paix israélo-palestinien. On a indiqué que cette double perspective rassurait Israël quant à la conclusion d'un accord de paix. Autrement, les tensions sous-jacentes habituelles entre les pays du DM et de l'ICI ont refait surface durant les discussions – les États du Golfe ne veulent aucune participation d'Israël à l'ICI (bien que celui-ci soit officiellement un État du Golfe). Un intervenant a soutenu que les soupçons voulant qu'Israël cherche à influencer le concept stratégique de l'OTAN au moyen d'une campagne organisée n'aideront pas à convaincre les pays du DM

dans le cadre du nouveau processus de concept stratégique (voir l'article du *Jerusalem Post* du 13 janvier).

## RUSSIE

- Un intervenant d'un pays membre de l'OTAN a présenté plusieurs propositions concernant l'avenir des relations entre l'OTAN et la Russie, faisant observer la nécessité de restituer la confiance à la suite des différends survenus au cours des dernières années :
  - 1) Il faut atteindre un nouveau niveau de transparence : la confiance ne peut être rebâtie du jour au lendemain et exige des mesures précises; par exemple, un dialogue sur la planification de la défense (une proposition russe).
  - 2) Renforcement de la confiance : Le document de Vienne de l'OSCE comprend un certain nombre de mécanismes militaires qui pourraient renforcer la confiance et être utilisés plus efficacement, et on pourrait également élaborer des mesures bilatérales pour renforcer la confiance; par exemple, le Conseil OTAN-Russie (COR) pourrait élaborer une liste exhaustive de situations de crise pour éviter des problèmes à l'avenir.
  - 3) Mettre en œuvre le programme de travail du COR pour 2010 : cela représente une bonne feuille de route et de bons exercices à réaliser ensemble sur la base d'un examen conjoint des menaces; par exemple, porter secours aux sinistrés dans la région baltique.
  - 4) Mener des activités de sécurité maritime d'intérêts et de bienfaits mutuels; par exemple, des exercices conjoints de lutte contre la piraterie.
  - 5) Le groupe de travail ayant connu le plus de succès est celui portant sur la défense antimissile balistique : l'examen des défenses antimissiles balistiques des États-Unis offre une occasion supplémentaire d'action coopérative dans ce domaine; par exemple, des exercices sur table et des séances de préparation en vue d'un exercice de tir réel.
  - 6) Le COR devrait servir à des discussions et des résolutions de crises plus fondamentales : il doit devenir plus résistant aux crises potentielles – l'OTAN a commis une erreur en suspendant le COR en août 2008, car celui-ci n'est pas un établissement visant à rééquilibrer les pouvoirs politiques; il pourrait plutôt constituer un mécanisme utile pour la gestion de crises.
  - 7) La Russie est en train de transformer ses forces militaires : l'OTAN pourrait l'aider dans ses efforts de modernisation.
  - 8) L'OTAN devrait maintenir une politique de porte ouverte envers la Russie : l'argument voulant que la Russie ne demandera pas l'adhésion à l'OTAN n'est pas coulé dans le béton; ainsi, l'OTAN devrait commencer à envisager quels seraient les paramètres nécessaires à l'adhésion et quels autres la Russie devrait modifier avant de pouvoir devenir membre.

- Relations avec la Russie : Un intervenant russe a formulé un commentaire selon lequel la coopération dans certains domaines ne signifie pas nécessairement qu'on établit un partenariat coopératif. Un autre intervenant a avancé qu'il s'agissait d'une relation transactionnelle et non un partenariat dans le sens où Moscou cherche à lier la coopération en Afghanistan à un frein à l'élargissement de l'OTAN. En réalité, c'est que le partenariat est plus faible que durant les années 1990. Le sommet du partenariat a été atteint lors de la participation de la Russie aux opérations de mise en œuvre de la paix au sein de la SFOR en Bosnie-Herzégovine. Un intervenant russe a fait observer que le dialogue entre l'OTAN et la Russie n'a pas amélioré la confiance. Le premier ministre Poutine a exprimé sa déception par rapport au fait que la représentation de l'OTAN dans le cadre de réunions se fait au moyen d'une position établie et coordonnée qui laisse peu de place au compromis. La crise géorgienne a montré la valeur ajoutée limitée du partenariat étant donné que celui-ci peut être suspendu. Un intervenant a affirmé que la balle est dans le camp de la Russie et qu'elle devra décider ce qu'elle veut : un partenariat, de la *realpolitik* ou une relation de premier plan. Le nombre décroissant de partisans russes du partenariat avec l'OTAN constitue un problème. Cependant, un intervenant russe a soutenu que le président Medvedev ouvre des portes, car il est favorable aux perspectives d'établissement de bonnes relations avec l'OTAN, et la crise économique a poussé Moscou à revoir toute sa vision du monde. Le défi pour l'OTAN est de trouver un nouveau *modus vivendi* avec la Russie. La coopération en Afghanistan dans le cadre du Programme d'aide à la distribution dans le Nord peut aider dans une certaine mesure. Cependant, la priorité de la Russie consiste à continuer à exercer de l'influence en Asie centrale et dans le Caucase, et elle est profondément sceptique par rapport aux intentions des États-Unis et de l'OTAN dans la région. Elle mettra en péril ses relations avec l'Occident pour défendre ses intérêts là-bas. Historiquement, comme la Russie est un intégrateur et non un *intégré*, elle se méfie aussi des institutions européennes. Un intervenant a offert quatre solutions de rechange :
  - 1) Le modèle bureaucratique composé de groupes de travail et de conférences, qui est mieux que rien, n'est toutefois pas assez, ce qu'indiquent les résultats de la réunion ministérielle de décembre.
  - 2) Une coopération pratique dans des enjeux sectoriels : sûreté en mer, sécurité maritime, etc., non essentielles aux intérêts en matière de sécurité.
  - 3) Une coopération entre l'OTAN et l'OTSC au lieu d'une coopération bilatérale, telle que l'a proposée Zbigniew Brzezinski, bien que deux intervenants aient fait remarquer que même si l'OTSC a développé une coopération utile sur des questions de sécurité frontalière, cette organisation n'a pas encore été éprouvée et elle pourrait avoir plus d'utilité en Asie centrale que dans le Caucase, où seulement l'Arménie en fait partie. Plusieurs participants ont proposé que l'OTAN explore également un partenariat avec l'Organisation de coopération de Shanghai, qui a

favorisé le contre-terrorisme et la lutte contre les stupéfiants en Asie centrale.

- 4) Une approche plus stratégique à savoir la formation d'un groupe de travail visant à étudier l'intégration potentielle de la Russie.
- Plan de Medvedev : Selon un intervenant, le plan reflète le désir de la Russie de se faire entendre sur des enjeux qui soulèvent des préoccupations particulières et d'avoir le sentiment qu'elle a établi un nouveau forum permettant de mieux répondre à celles-ci. Il subsiste encore de la frustration liée au fait que l'OTAN a survécue et que l'Organisation du Traité de Varsovie s'est éteinte, ce qui explique certaines des réserves au sujet de la coopération entre l'OTAN et la Russie. Le processus de Corfou est le forum approprié pour traiter de cela, parce qu'il réunit tous les intervenants et offre une approche complète en matière de sécurité. Les résultats de Corfou sont quand même décevants et ils risquent de diluer la dimension humaine de l'OSCE, qui est essentielle. Les propositions russes devraient être prises en compte si elles fournissent une valeur ajoutée à la sécurité de l'Alliance. Un intervenant a mentionné que le plan de Medvedev était l'équivalent du Concert européen du XIX<sup>e</sup> siècle.
  - Stratégie rassurante : Un intervenant russe a affirmé que le renforcement de l'Article 5 par des exercices militaires renouvelés est inutile et qu'il pourrait mener à la remilitarisation des régions frontalières étant donnée la probabilité nulle d'une attaque russe. Un autre intervenant a soutenu que les militaires russes connaissent une crise grave; moins de 10 % des effectifs militaires auraient atteint un seuil de préparation élevée et nombre de commandants supérieurs sont en train de se faire remplacer en raison des échecs opérationnels mis au jour durant la guerre avec la Géorgie. L'intervenant a néanmoins convenu qu'un conflit entre la Russie et l'OTAN était toujours possible en raison d'un risque d'escalade. Un participant a fait remarquer que la Russie devrait également en faire plus pour rassurer ses voisins, faire un usage plus intensif du document de Vienne et d'autres mesures de transparence. Un autre intervenant a fait une mise en garde, affirmant que la « spirale de rassurance » pourrait se révéler improductive.
  - Politique de la porte ouverte : Plusieurs intervenants ont insisté pour qu'on prenne en compte la volonté d'élargissement de la Russie, particulièrement en matière d'économie, bien que ce pays ne dispose d'aucun droit de veto. La Géorgie et l'Ukraine représentent des tests clés en ce qui a trait aux relations entre la Russie et l'OTAN. D'après un intervenant, l'adhésion rapide des voisins de la Russie aggravera le contexte de sécurité européen. Selon d'autres intervenants, le problème réside dans le fait que la Russie se préoccupe du manque de codification ou d'officialisation de la situation actuelle. L'adhésion de la Russie à l'OTAN ne doit pas être exclue. En fait, l'OTAN devrait évaluer tous les avantages et inconvénients de l'adhésion de la Russie et les coûts sur le système de sécurité de l'Europe encore divisé, en réalisant quelque chose de semblable au rapport Cecchini (un rapport de 1988 qui a examiné les avantages et les coûts de la création d'un marché européen unique). Le défi existentiel de

l'OTAN consiste à savoir si la participation de la Russie consolidera ou non l'Organisation.

- **Désarmement** : L'Iran montre que le concept de la dissuasion doit être repensé. Plusieurs intervenants ont soutenu que la Russie ne devrait pas être considérée comme un adversaire, que la mentalité de guerre froide doit cesser et que l'OTAN doit réviser son dispositif militaire. L'Allemagne recourra à la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires pour faire retirer les armes nucléaires préstratégiques de son territoire. Or, cela ne devrait pas interférer avec d'autres initiatives de désarmement. Le Conseil OTAN-Russie (COR) devrait discuter d'enjeux nucléaires comme le faisait l'ancien Conseil conjoint permanent OTAN-Russie. Le désarmement nucléaire devrait s'accompagner de progrès en matière de désarmement classique.
- Un intervenant russe a affirmé être rassuré par l'ouverture et l'équité de la discussion globale sur les relations entre l'OTAN et la Russie lors de la conférence et que c'est cette impression qu'il rapporterait à Moscou.

## RAPPORTEUR

- Le rapporteur a présenté des perspectives supplémentaires et récapitulé les discussions du séminaire. Le nouveau concept stratégique devrait donner une direction et une légitimité à l'OTAN dans un contexte de sécurité mondiale. L'OTAN peut traiter des défis de sécurité à l'échelle de la planète sans devenir une alliance mondiale. Dans l'avenir, l'OTAN établira probablement plus de partenariats étroits qu'il ne recrutera de nouveaux membres. Les partenariats permettent de forger des relations adaptées en fonction de besoins et d'intérêts distincts : ils peuvent préparer des partenaires à une adhésion ultérieure; augmenter l'interopérabilité dans le cadre d'opérations conjointes; favoriser la confiance mutuelle; soutenir la transformation; et avoir des répercussions normatives en rapprochant certains pays des normes politiques de l'OTAN. Les partenariats devraient continuer à être fondés sur les intérêts. Les partenaires peuvent être utiles, même lorsque ceux-ci ne sont pas toujours des pays démocratiques, bien que de tels rapports aient des limites, car les valeurs partagées tiennent compte de liens plus profonds. Il règne une certaine confusion quant à ce que l'OTAN aurait à offrir : l'OTAN doit clarifier les limites de sa coopération. L'OTAN ne peut pas fournir de garanties de sécurité à tous ses partenaires, mais pourrait élargir le concept de consultation. Les partenaires pourraient participer à la détection rapide et à l'anticipation des risques pour éviter la déroute des États. Il vaut la peine d'évaluer les menaces et les défis, ainsi que les partenaires. La réforme du secteur de la sécurité est une priorité élevée, mais ce sujet est sensible pour certains partenaires. L'OTAN doit également contribuer à renforcer la confiance parmi et avec les partenaires au moyen de ses relations bilatérales.
- Le partenariat avec la Russie est beaucoup plus complexe : les perceptions varient d'une relation antagoniste à un partenariat stratégique. Il n'y a aucun consensus au sein de l'OTAN au sujet du rôle actuel de la Russie, mais il existe une incertitude parmi chacun des 28 alliés au sujet du destin de la Russie. Le fait

que les alliés se confrontent les uns les autres dépend davantage d'eux-mêmes que de la Russie. L'OTAN devrait améliorer la coopération sur les intérêts communs, qui sont plus vastes avec la Russie qu'avec n'importe quel autre partenaire. La Russie peut être à la fois un partenaire pour ce qui est de l'architecture de sécurité européenne et de la gouvernance mondiale. Nombre de personnes croyaient que l'OTAN devrait demeurer ouverte par rapport à l'adhésion de la Russie advenant que celle-ci prenne un virage reflétant le plein respect de la souveraineté et de l'intégrité nationales de ses voisins et qu'elle exprime le souhait de devenir un intervenant coopératif dans le domaine de la sécurité euro-atlantique. L'OTAN changerait inéluctablement, et il serait important qu'elle ne prenne pas un rôle de direction pour des tiers. L'Organisation devrait tisser des liens avec d'autres pays figurant parmi les principales puissances mondiales.

- Les derniers intervenants ont fait observer que les partenariats de l'OTAN ont levé des obstacles et bâti une confiance. Le partenariat stratégique avec la Russie devrait se fonder sur des intérêts communs et ne pas être bloqué par des différences persistantes. On a fait remarquer que les individus peuvent jouer un rôle important en établissant des relations et que le secrétaire général Rasmussen et le président Medvedev ont fait de l'élaboration d'une nouvelle relation entre l'OTAN et Russie une priorité.

Respectueusement soumis,

M. Leon Benoit, député  
Président  
Association parlementaire canadienne de l'OTAN (AP OTAN)

## Dépenses de voyage

<b>ASSOCIATION</b>	Association parlementaire canadienne de l'OTAN (AP OTAN)
<b>ACTIVITÉ</b>	Réunion de bureau : Nouveau concept stratégique de l'OTAN
<b>DESTINATION</b>	Oslo, Norvège
<b>DATES</b>	Le 14 janvier 2010
<b>DÉLÉGATION</b>	
<b>SÉNAT</b>	Sénateur Pierre Claude Nolin
<b>CHAMBRE DES COMMUNES</b>	
<b>PERSONNEL</b>	
<b>TRANSPORT</b>	<b>3 921,29\$</b>
<b>HÉBERGEMENT</b>	<b>691,30\$</b>
<b>HOSPITALITÉ</b>	<b>0,00\$</b>
<b>INDEMNITÉS JOURNALIÈRES</b>	<b>362,68\$</b>
<b>CADEAUX OFFICIELS</b>	<b>0,00\$</b>
<b>DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION</b>	<b>0,00\$</b>
<b>TOTAL</b>	<b>4 975,27\$</b>